

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 174/04

AMR 38/009/2004 – ÉFAI

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## MENACES DE MORT ET BRUTALITÉ POLICIÈRE / DÉTENTION AU SECRET

JAMAÏQUE

**Curtis Greenwood (h)  
Jeffrey James (h)  
ainsi que les autres habitants de Morgan's Lane, un district de  
Spanish Town**

Londres, le 17 mai 2004

Curtis Greenwood et Jeffrey James sont détenus au secret au poste de police de Spanish Town ; ils n'ont pas été inculpés et risquent d'être soumis à des mauvais traitements, voire des actes de torture. Amnesty International est extrêmement préoccupée par leur sécurité. La police les a arrêtés après avoir tué Robin 'Country' Anderson, un autre résident du district de Morgan's Lane. Certaines sources indiquent que cet homme a été victime d'une exécution extrajudiciaire. Les policiers ont par ailleurs menacé de tuer d'autres habitants du district.

Curtis Greenwood aurait été sauvagement battu pendant sa garde à vue. Il a été inculpé puis a comparu, le 11 mai, devant une instance judiciaire ; il a été libéré après avoir versé une caution de 30 000 dollars jamaïcains (soit environ 450 euros). La police l'a de nouveau appréhendé par la suite pour l'interroger sur un tout autre sujet, qui n'avait pas été évoqué lors de sa garde à vue. Elle a refusé d'autoriser Curtis Greenwood et Jeffrey James à consulter un médecin.

Les forces de police ont abattu Robin Anderson le 5 mai. Cherchant visiblement à intimider les habitants du district, elles ont par la suite interpellé une vingtaine de jeunes hommes des maisons voisines, dont Curtis Greenwood et Jeffrey James. Les autres ont été libérés dans les deux jours qui ont suivi. Des comptes-rendus d'exams médicaux indépendants auraient confirmé que plusieurs d'entre eux avaient été violemment battus, notamment Rowan Anderson et Christopher James, ainsi qu'un témoin oculaire de la mort de Robin Anderson.

L'année dernière, au mois de décembre, un fonctionnaire de haut rang aurait déclaré à un résident de Morgan's Lane que « *si les jeunes tenaient à voir leurs enfants grandir, ils devaient éviter d'aller travailler près des chantiers de construction* ». Au mois de mars, Otis Phillips, le frère de Curtis Greenwood, aurait été menacé par un commissaire principal de la police de Spanish Town ; l'homme lui aurait dit qu'il s'en était bien tiré jusqu'ici mais que ses jours étaient comptés.

Le 9 mai, les habitants de Morgan's Lane auraient été menacés de mort s'ils enterraient Robin Anderson. Un policier les aurait prévenus que si des obsèques étaient organisées, il y aurait plus de cadavres que de survivants pour les enterrer. Les funérailles n'ont pas encore eu lieu.

Selon des témoins oculaires, Robin Anderson n'opposait aucune résistance lorsqu'il a été tué : il était dans son lit et avait les mains en l'air, comme pour signifier qu'il se rendait. La police est arrivée chez lui vers 6 heures du matin, à ce qu'il semble. Après avoir tiré sur la victime, elle aurait supprimé les indices compromettants, nettoyant le sang et emportant les draps tachés dans un sac noir. On pense que Robin Anderson a été tué parce qu'il avait jeté une pierre à un commissaire de police lors d'une manifestation, durant laquelle les protestataires avaient formé un barrage routier dans le district, en décembre 2003. Avant d'être abattu, il avait reçu des menaces de mort. Le 28 avril, des policiers s'étaient rendus à Morgan's Lane et auraient déclaré : « *Dites à Country que [nom d'un policier] va venir, et qu'il ne lui reste pas longtemps à vivre.* » Ces menaces avaient été signalées au *Police Complaints Authority* (Service des plaintes contre la police).

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Morgan's Lane est cernée de « *garrison communities* », ou « *communautés garnisons* » (communautés urbaines dominées par l'un des deux principaux partis politiques de la Jamaïque) sous le contrôle du *Jamaica Labour Party* (JLP, Parti travailliste jamaïcain), le parti officiel de l'opposition. Il semble que, depuis quelque temps, le district ait été pris pour cible par le *One Order gang*, un gang local affilié à ce parti. Les résidents se sont plaints de menaces émanant de la police, et pensent qu'elle agit de connivence avec le gang. Le 28 avril, des hommes armés ont ouvert le feu sur Morgan's Lane ; la police a été sollicitée pour intervenir, mais elle ne s'est pas déplacée. Les faits ont été signalés au *Police Complaints Authority* (Service des plaintes contre la police), toutefois, aucune mesure n'a été prise.

Amnesty International est gravement préoccupée par le nombre élevé, à la Jamaïque, d'exécutions illégales imputables à la police. Dans ce pays, selon certaines sources, il est très courant que des policiers menacent les témoins de tels agissements et ceux qui vivent dans les environs. L'organisation a recueilli de nombreuses informations faisant état de menaces et de manœuvres de harcèlement vis-à-vis de personnes cherchant à obtenir justice après le meurtre d'un proche.

Pour de plus amples informations sur les préoccupations d'Amnesty International à la Jamaïque, veuillez consulter *Jamaica: The killing of the Braeton Seven – A justice system on trial* (AMR 38/005/2003, mars 2003) et *Jamaica: Killings and violence by police: How many more victims?* (AMR 38/003/2001, avril 2001).

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :**

- faites part de l'inquiétude que vous inspirent les informations selon lesquelles Curtis Greenwood et Jeffrey James sont détenus au secret et soumis à des mauvais traitements depuis la mort de Robin 'Country' Anderson, abattu le 5 mai dernier ;
- dites-vous préoccupé par les informations selon lesquelles la police menace de mort les résidents de Morgan's Lane (veuillez fournir des détails), et déclarez-vous consterné par la mort de Robin 'Country' Anderson, tué dans des circonstances qui font penser à une exécution extrajudiciaire ;
- exhortez les autorités à veiller à ce que Curtis Greenwood et Jeffrey James ne soient plus soumis à des actes de torture ou à d'autres formes de mauvais traitements et à ce qu'ils soient immédiatement autorisés à consulter un avocat et à recevoir les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ; demandez-leur de libérer les deux hommes ou, à défaut, de les inculper sans délai ;
- déclarez-vous préoccupé à l'idée que Curtis Greenwood et Jeffrey James, ainsi que les 17 jeunes gens arrêtés en même temps qu'eux, le 5 mai dernier, aient été sauvagement battus par la police, qui avait manifestement pour objectif d'intimider les témoins de la mort de Robin 'Country' Anderson ;
- demandez instamment qu'une enquête impartiale soit menée sur toutes ces allégations et que les conclusions de ces investigations soient rendues publiques.

**APPELS À :**

**Commissaire principal de la police de Spanish Town :**

Senior Superintendent Clifford Blake  
Spanish Town Police Station  
3 Burke Road  
Spanish Town  
Jamaica

**Fax :** + 1 876 907 3795

**Formule d'appel :** *Dear senior Superintendent, / Monsieur,*

**COPIES À :**

**Ministre de la Sécurité nationale :**

The Hon. Dr. Peter Phillips  
Minister of National Security  
Mutual Life Building, North Tower  
2 Oxford Road, Kingston 5, Jamaïque

**Télégrammes :** Minister of National Security, Kingston, Jamaïque

**Fax :** +1 876 906 1713

**Formule d'appel :** *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

**Directeur de la police :**

Francis A. Forbes, CD, LL.B.  
Commissioner of Police  
Office of the Commissioner  
101-105 Old Hope Road  
Kingston 6, Jamaïque

**Télégrammes :** Commissioner of Police, Kingston, Jamaïque

**Fax :** +1 876 927 7516

**Formule d'appel :** *Dear Commissioner, / Monsieur le Directeur,*

**Responsable du Bureau des enquêtes spéciales :**

Granville Gauze  
Assistant Commissioner of Police  
Bureau of Special Investigations  
12 Ocean Boulevard  
Kingston  
Jamaïque

**Fax :** +1 876 924 9123

**Formule d'appel :** *Dear Assistant Commissioner, / Monsieur,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Jamaïque dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRÈS LE 28 JUIN 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*